

# EU President Should Be Tried for Complicity in Israel's War Crimes, Says Top UN Expert on Palestine

Arthur Neslen

8–10 minutes

---

Alors que la Cour internationale de Justice prend ses prochaines mesures pour enquêter sur les crimes de guerre commis et poursuivre les crimes de guerre contre Gaza, le premier expert de la Palestine à l'ONU plaide pour une responsabilité encore plus grande au niveau international.

Dans une vaste interview exclusive avec The Intercept, le rapporteur spécial des Nations Unies pour les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese, a appelé les hauts responsables de l'Union européenne - y compris la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen - à faire face à des accusations de complicité dans des crimes de guerre pour leur soutien à l'État hébreu lors de son attaque de 18 mois contre Gaza.

Ils devront comprendre que l'immunité ne peut être assimilée à l'impunité. »

« Le fait que les deux plus hauts chiffres de l'UE continuent d'être leurs engagements habituels avec l'État hébreu est plus que déplorable », a déclaré M. Albanese. « Je ne suis pas quelqu'un qui dit : « L'histoire les jugera – ils devront être jugés avant cette date. Et ils devront comprendre que l'immunité ne peut être assimilée à l'impunité. »

Il a tué plus de 50 000 personnes et détruit la quasi-totalité de [l'infrastructure civile](#) de Gaza depuis l'attaque du Hamas en octobre 2023. La plupart des morts sont [des civils](#), y compris des dizaines de milliers de femmes et d'enfants.

L'objectif initial de l'État hébreu de restituer les otages pris par le Hamas transformé en une [vision soutenue par les États-Unis](#) pour le nettoyage ethnique des Palestiniens de Gaza. À cette fin, l'armée israélienne a [intensifié](#) les attaques meurtrières, ainsi qu'un [embargo](#) étanche sur la nourriture, l'eau, l'électricité et l'aide.

"Il est impossible de ne pas voir cela comme une intention d'exterminer", [a écrit](#) l'ancien chef des affaires étrangères de l'UE, Josep Borrell, [mardi](#) dernier.

Une plainte contre le Leyen, le président de la Commission européenne, a été [déposée](#) devant la Cour pénale internationale en mai dernier pour complicité de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité à Gaza.

Depuis son entrée en fonction en décembre, la nouvelle chef des affaires étrangères du bloc, Kaja Kallas, a [accusé le Hamas](#) d'une [décision israélienne](#) de [mettre fin à son cessez-le-feu](#) en mars, de maintenir [des relations diplomatiques normales](#) et [de](#) s'être engagée à « se tenir solidaire d'Israël ».

« La Convention sur le génocide de 1948 appelle les signataires non seulement à punir, mais aussi à prévenir le génocide », a déclaré Mouin Rabbani, analyste et non-résident du Centre d'études sur les

conflits et les études humanitaires. « Nous avons non seulement les deux hauts responsables de l'UE qui refusent même de prendre des mesures symboliques pour prévenir le génocide, mais aussi de le normaliser et de le soutenir activement en sachant que leur soutien permet aux crimes auxquels ils s'opposent nominalement. »

"Bien sûr, les points et observations du Rapporteur spécial Albanais sont sur place et tout à fait corrects."

Un porte-parole de la Commission européenne, l'organe exécutif de l'UE, a insisté sur le fait que le bloc était toujours engagé dans le droit international, faisant valoir que les relations commerciales et diplomatiques des Européens avaient permis aux responsables d'exprimer leurs « positions et leurs préoccupations ».

La porte-parole, Gioia Franchellucci, a déclaré : « L'accord d'association avec l'État hébreu est la base juridique de notre dialogue permanent avec les autorités israéliennes et il fournit des mécanismes pour discuter des questions et faire avancer notre point de vue. »

À la fin de l'année dernière, The Intercept [a révélé](#) qu'un rapport interne d'un haut responsable des droits de l'homme de l'UE demandait aux pays européens de suspendre toutes les relations politiques et le commerce des armes avec l'État hébreu en raison de preuves de crimes de guerre.

Au-delà de l'obligation de rendre des comptes aux dirigeants de l'UE, Albanese a déclaré qu'elle travaillait sur un rapport qui exposerait les banques, les fonds de pension, les entreprises de technologie et les universités pour complicité dans la destruction de Gaza.

« Toutes les personnes impliquées et impliquées dans l'occupation illégale, en la fournissant un appui, aident et soutiennent les violations du droit international et les violations des droits de l'homme, et un certain nombre d'entre elles constituent des crimes », a-t-elle déclaré. « Il peut y avoir une responsabilité individuelle et une responsabilité individuelle pour ceux qui ont aidé et aidé ou rendu possible de tels crimes. »

Bien que la Cour pénale internationale ait délivré [des mandats d'arrêt pour les dirigeants israéliens](#), y compris le Premier ministre [Benyamin Nétanyahou](#), le professeur de droit international de l'Université du Middlesex, William Schabas, un expert en matière de génocide, a déclaré que poursuivre une personnalité de haut rang de l'UE romprait avec précédent.

« Il est clair qu'il y a un cas », a-t-il déclaré. « Tous les partisans d'Israël dans le monde ne seraient pas « complètes », mais elle est à la tête d'une organisation intergouvernementale très importante et encourage l'État hébreu. Mais je pense qu'il n'est pas raisonnable d'attendre du procureur de la CPI qu'il s'en charge parce qu'il n'a délivré que quelques mandats d'arrêt identifiant des personnes dans le gouvernement israélien et n'a manifesté aucun intérêt à aller plus loin que cela. »

Schabas a ajouté : « Von der Leyen reflète clairement une position prise par de nombreux gouvernements de l'UE, qui est une position de soutien très inconditionnel d'Israël, et ils font cela en volant face à des informations publiques suggérant qu'Israël commet de terribles crimes à Gaza et en Cisjordanie. »

Les derniers appels à la responsabilité juridique sont lancés alors que [l'audience publique](#) de la Cour internationale de Justice se poursuit sur les obligations [d'Israël](#) d'autoriser [l'aide humanitaire](#) – et les organismes d'aide – à [l'accès aux](#) territoires palestiniens occupés.

La Cour a précédemment décidé que les actions israéliennes à Gaza [pourraient vraisemblablement être assaiblies par un génocide](#) et a ordonné à l'État hébreu [d'autoriser davantage d'aide](#).

## **Rejoignez notre bulletin d'information Merci d'avoir rejoint.**

Rapports originaux. Un journalisme sans peur. Je vous l'ai livré. Allez-vous passer à l'étape suivante pour soutenir notre journalisme indépendant en devenant membre de The Intercept?

### [Devenir membre](#)

Le problème a déclenché des bouleversements politiques mondiaux et, tout en le minimisant, Albanese a déclaré qu'elle et sa famille avaient été proférées de menaces de mort depuis son rapport « [Anatomy of a Genocide](#) » publié en mars 2024.

« Je viens d'un endroit qui m'a appris que la mafia tue par le silence. Il tue quand les gens ne réagissent pas à elle ».

« Ma sécurité est devenue moins sûre depuis que j'ai présenté mon rapport « Anatomie du génocide », a déclaré Albanese. « J'ai reçu des appels au milieu de la nuit pour moi, les membres de ma famille, mes enfants. Bien sûr, je ne peux pas vous dire que je suis sûr à 100%. Bien sûr, je prends des précautions. Bien sûr, là où je vis, j'ai une protection - vous ne savez jamais - mais en même temps, je ne me laisserai pas paralysé à cause de ces techniques de type mafieux ».

« Je viens d'un endroit qui m'a appris que la mafia tue par silence », a-t-elle déclaré. « Il tue quand les gens ne réagissent pas. C'est pourquoi je suis tellement motivé dans ce que je fais. Je continuerai à parler jusqu'à ce que je n'ai plus d'air dans mes poumons. »